

La bonne foi et la loyauté contractuelle – Oct. 2006

■ Par Amandine Assaillit – Master Pratiques Juridiques et Judiciaires
Promotion 2006-2007 – Nîmes

« Dans la mauvaise foi, il n'y a pas de mensonge cynique, ni préparation savante de concepts trompeurs. Mais l'acte premier de mauvaise foi est pour fuir ce qu'on ne peut pas fuir, pour fuir ce que l'on est »

J-P SARTRE, L'Etre et le néant

■ La bonne foi est une disposition fondamentale du Code civil. Elle permet de faire pénétrer la règle morale dans le droit positif.

Le projet de Code civil de l'An VII contenait déjà un article selon lequel « *les conventions doivent être contractées et exécutées de bonne foi* ». Cet article est d'une certaine façon l'ancêtre de l'article 1134 al. 3 du Code civil actuel.

Soutenue par la doctrine de Domat¹ un des inspireurs du Code civil de 1804, la bonne foi était considérée lors de l'élaboration du Code civil comme une des disposition fondamentale du droit civil. Portalis écrira « *il faut de la bonne foi, de la réciprocité et de l'égalité dans les contrats* ».

La bonne foi est donc depuis 1804 prévue par l'article 1134 al. 3 du Code civil qui dispose que les conventions « *doivent être exécutées de bonne foi* ».

Malgré cette formulation, la jurisprudence n'emploiera ni la notion de bonne foi ni même l'article 1134 al. 3. Il faut attendre 1985 pour voir la Cour de cassation accueillir pour la première fois un pouvoir fondé sur l'alinéa 3 de l'article 1134².

■ Depuis, la bonne foi connaît un essor jurisprudentiel tel, qu'aujourd'hui la notion suscite de nombreuses interrogations.

Actuellement, l'exigence de bonne foi énoncée en l'article 1134 al. 3 du Code civil fait apparaître un devoir de loyauté pesant sur chacun des contractants. Ce devoir permet de sanctionner la mauvaise foi, la mauvaise volonté de ceux-ci dans l'exécution des contrats et au-delà. En droit commun, la bonne foi doit être présumée.

La loyauté contractuelle impose aux contractants certains devoirs (II) à tous les stades du contrat (I).

¹ J. DOMAT, Les lois civiles dans leur ordre naturel, 1689 – 1694

² Civ. 1, 20 mars 1985, B. 1985.1., n°102 : une compagnie d'assurance n'est pas de bonne foi si elle refuse de payer l'indemnité pour vol d'un véhicule sous le prétexte que l'antivol n'était pas d'un modèle agréé alors qu'elle n'établit pas qu'elle avait indiquée à l'assuré les types agréés et qu'elle avait encaissés les primes pendant trois ans.

I Une obligation à tous les stades du contrat

■ Cette obligation d'exécution du contrat de bonne foi s'impose à toutes les étapes du contrat.

Ce devoir de loyauté s'exprime dans les pourparlers (A), au cours de l'exécution du contrat (B) et à la fin de la relation contractuelle (C).

A. Au niveau précontractuel

1°) Principe général

■ Lors de la négociation, chacune des parties se doit de se comporter loyalement. En effet, une partie ne doit pas tromper l'autre, elle doit adopter une attitude cohérente avec elle-même afin que l'autre puisse adopter une attitude.

2°) Illustrations

■ La jurisprudence exige de la part du négociateur qu'il renonce à son intérêt lorsque l'autre partie n'est pas en mesure de faire face aux engagements qu'elle va souscrire comme ce fut le cas dans une décision Cass. com., 22 février 1994³.

La renonciation à son intérêt propre lors des négociations s'applique également lorsque le projet en cause est dangereux pour les salariés, les consommateurs ou l'environnement (CA Paris, 26 juin 1991)⁴. Il en va de même du projet qui, au contraire, n'est pas sérieux.

Par ailleurs, quand l'un des intéressés fait naître chez son partenaire une confiance qu'il trompe par la suite, sa responsabilité peut être engagée et ce d'autant que les pourparlers seront plus avancés (1^{ère} Civ., 14 juin 2000)⁵ ou que celui décidant de la rupture des négociations est un professionnel.

■ Dans la pratique, la faute consistera essentiellement de rompre des pourparlers « sans raison légitime, brutalement et unilatéralement des pourparlers avancés » (Cass. com. 20 mars 1972)⁶ ou bien encore à prendre l'initiative de la négociation sans intention réelle de négocier, ce procédé étant généralement utilisé dans le but de dissuader la personne de négocier avec autrui ou d'obtenir la révélation de secrets de fabrication d'un produit.

B. Au cours de l'exécution

1°) Principe général

³ Bull.civ. IV, n° 72 ; RTD civ. 1994, 850, obs. MESTRE

⁴ Contrats, conc., consom. 1992, n° 42, obs RAYMOND

⁵ Contrats, conc., consom. 2000, n° 157, obs. LEVENEUR

⁶ Bull. civ. IV n°93, p. 90, JCP 1973 II 17543, note J. SCHMIDT ; RTD civ. 1972, p. 779, obs. G. DURRY

■ Chaque contractant doit exécuter fidèlement ses engagements, et lorsque un rapport de confiance est né entre les contractants, chacun doit en assumer les conséquences.

Les contractants ne doivent pas adopter une attitude rendant plus difficile l'exécution de l'obligation par l'autre partie.

2°) Illustrations

■ Un employeur engage alors sa responsabilité lorsqu'il affecte au salarié une clause de mobilité dans un secteur géographique très éloigné et ce dans l'unique intention de nuire au salarié et non pour parer besoins de l'entreprise.

Un chauffeur de taxi aurait également une attitude de mauvaise foi quand il choisit d'emprunter de façon systématique et délibérée le trajet le plus long afin d'augmenter le prix de la course.

■ Néanmoins, la jurisprudence reste modérée et sanctionne uniquement les abus les plus importants, (Civ. 1^{ère}, 23 janvier 1996⁷ cassant une décision d'appel ayant condamné le créancier d'une facture d'eau impayée pour n'avoir pas facturé avec ponctualité les sommes dues et rappelant que le débiteur, tenu à une obligation de bonne foi devait lui-même vérifier la facturation des fournitures.)

2°) L'évolution du contrat

■ Enfin, sur le fondement de la bonne foi, il est soutenu que les parties ont le devoir de renégocier leur contrat devenu injuste et, à défaut d'entente, que les tribunaux devraient pouvoir le réviser⁸. Dans la pratique les renégociations sont courantes, librement consenties, notamment dans le domaine des prêts immobiliers (qui sont partiellement réglementés par l'art. L. 312-4-1 C.consom.).

Par ailleurs, le réservant qui modifie substantiellement le projet initial qui le lie au réservant, doit justifier cette modification par un motif sérieux et légitime. Il exécutera alors son contrat de bonne foi (Cass. civ. 3^e, 20 octobre 2004, pourvoi n° 03-10.406).

■ En cas de mésentente entre les cocontractants, les *Principes Unidroit* (art. 6.2.1. à 6.2.3) et les *Principes du droit européen du contrat* (art. 6.111) prévoient qu'un tribunal peut, dans certaines conditions soit adapter le contrat en vue de rétablir l'équilibre des prestations, soit mettre fin au contrat. En droit français, le juge opère - selon un terme dû à Jossierand - un « forçage » de la convention.

En d'autres termes, les cocontractants de bonne foi se doivent de faire évoluer le pacte qui les lie.

⁷ D.1997.552, note Ph. SOUSTELLE

⁸ Picod, th. « L'exigence de bonne foi dans l'exécution du contrat » dans *Le juge et l'exécution du contrat*, PUAM 1993, 57, n° 14s.

C. A la rupture du contrat

■ La loyauté contractuelle régit les rapports des cocontractants pendant toute la durée de vie du contrat. Mais elle régit encore et enfin la rupture des liens contractuels.

1°) La clause résolutoire

■ Cette loyauté se traduit essentiellement par la mise en œuvre d'une clause résolutoire prévue à la convention.

Cette clause doit être mise en œuvre de bonne foi. Et selon la Cour de cassation si les clauses résolutoires s'imposent aux juges, leur application reste néanmoins subordonnée aux exigences de la bonne foi, par application de l'article 1134 du Code civil.

Les juges du fond peuvent donc refuser de constater la résolution du contrat par un contractant lorsque ce dernier est de mauvaise foi, qu'il est animé d'une intention malveillante. C'est le cas lorsqu'un créancier a recours à la clause résolutoire pendant une période où il sait que le débiteur ne pourra y répondre de façon favorable : la Cour de cassation décida par exemple que les sommations d'exécuter l'obligation prévue dans la mise en œuvre de la clause résolutoire, devaient être sans effet lorsque le bailleur avait manqué à la bonne foi en les faisant effectuer pendant les vacances du débiteur⁹.

■ L'action des juges reste cependant limitée. En effet, ceux-ci refusent d'exercer un contrôle de proportionnalité entre la résolution et les manquements. La raison étant l'absence de texte.

2°) Le contrat à durée indéterminée

■ Dans un contrat à durée indéterminée, le cocontractant doit bénéficier d'un préavis, celui-ci sera délivré en fonction de l'ancienneté des rapports d'affaires. Selon une décision du Tribunal de commerce de Paris, il faudrait que les modalités de la fin des relations commerciales soient négociées lors de la rupture des relations contractuelles¹⁰.

3°) Au-delà de la rupture du contrat

■ La question se pose lorsque le contrat n'existe plus. Faut-il continuer à respecter l'obligation d'exécution de bonne foi ?

La Cour de cassation a répondu à cette question dans un arrêt du 14 septembre 2005¹¹. En l'espèce, une promesse de vente avait été conclue sous la condition suspensive que le bien vendu soit libéré de toute occupation au jour de la vente par acte authentique. Or, cette condition ne s'étant pas réalisée dans le délai contractuellement convenu, la promesse était devenue caduque. Un peu plus de trois mois

⁹ Cass. 3^e Civ., 16 octobre 1973, Bull. civ. III, n° 529, p. 386

¹⁰ T. com. Paris, 2 avril 1999, DA 1999, 980

¹¹ Cass. 3^e Civ., 14 sept. 2005, D.2006, n°11 note D. MAZEAUD

après la disparition de ce contrat, les ex-promettants avaient vendu l'immeuble à d'autres acquéreurs.

Les bénéficiaires de la promesse disparue demandèrent des dommages-intérêts. Les juges du fond leur accordent des dommages-intérêts estimant qu'ils auraient dû être contactés pour leur soumettre une nouvelle proposition. Mais cette décision sera censurée par la Cour de cassation parce qu' *«en statuant ainsi, alors que l'obligation de bonne foi suppose l'existence de liens contractuels et que ceux-ci cessent lorsque la condition suspensive auxquels ils étaient soumis a défailli, la Cour d'appel a violé »* l'article 1134 al. 3 du Code civil.

■ Une obligation contractuelle existe et doit être respectée uniquement quand elle repose sur un contrat lui-même existant. L'exemple le plus courant étant le service après vente où l'objet du contrat a été réalisé, que le paiement est intervenu, le dénouement survenu mais que le professionnel reste tenu par des obligations de service après vente.

II La loyauté des cocontractants

■ La loyauté s'adresse tant au créancier (A) qu'au débiteur (B). En cas de non respect de cette obligation, des sanctions sont applicables (C).

A. Le créancier

■ Le créancier se doit d'être actif. Il ne doit pas attendre de façon passive que les événements se produisent. La Cour de cassation considère en effet que son *inertie* est une défaillance contractuelle. Elle emploiera ce mot à propos d'un agent immobilier¹².

Le créancier doit accomplir sa mission. Il doit faire faire aux difficultés inhérentes à sa fonction et ainsi aller jusqu'au bout de son exécution sauf contrordre ou renonciation lorsqu'ils sont possibles, ou jusqu'au terme prévu. C'est le cas de l'avocat qui doit suivre l'affaire jusqu'à son dénouement et même au-delà, pour analyser les conséquences de la décision¹³. Ou bien l'architecte ou l'entrepreneur qui doit exécuter la construction jusqu'à sa délivrance¹⁴.

■ Il ne doit pas utiliser de manœuvres frauduleuses. Le créancier ne doit pas chercher à rendre l'inexécution du contrat impossible ou plus difficile. Ainsi en est-il du créancier professionnel qui va faire une commande à son débiteur en son absence, pendant la période de vacances. Par ce comportement il met le débiteur dans l'impossibilité d'exécuter le contrat.

La Cour de cassation cherche à protéger au mieux les intérêts du débiteur face à un créancier de mauvaise foi. Mais elle peut faire une

¹² CA Paris, 8 déc. 1995, *Gaz. Pal.* 1996, 1, somm. 120

¹³ CA Aix-en-Provence, 9 juill. 1961, *D.* 1961, 593

¹⁴ Cass. 3^e Civ., 6 nov. 1984, *JCP G* 1985, IV, 24

application excessive de l'obligation de loyauté. En effet, elle imposerait au créancier d'exercer diligemment ses droits contre le débiteur, protégeant celui-ci de sa propre négligence ¹⁵ .

B. Le débiteur

1°) Principe général

■ Le devoir de loyauté impose au débiteur d'exécuter de façon fidèle son engagement. Le terme « fidèle » ne doit être pris au sens strict. Le débiteur ne manque pas à son obligation de bonne foi s'il atteint le but, le résultat recherché par le contrat sans avoir accompli toutes les prestations figurant dans celui-ci.

2°) Distinction entre l'obligation de moyens et l'obligation de résultat

■ Il est possible de se demander si un débiteur peut s'exonérer de tout ou partie de sa responsabilité s'il démontre qu'il a tout mis en œuvre pour exécuter son obligation.

Si le débiteur est soumis à une obligation de moyens c'est-à-dire qu'il doit tout mettre en œuvre pour parvenir à un résultat, il aura pour devoir d'accomplir son obligation comme un « bon père de famille ». Le débiteur de bonne foi, qui aura tenté de fournir la prestation ne verra pas sa responsabilité mise en œuvre.

Par contre, si le débiteur est soumis à une obligation de résultat, sa responsabilité sera engagée s'il ne l'atteint pas. Seule une cause étrangère pourra l'exonérer.

3°) La protection du débiteur de bonne foi

■ Le droit encourage la bonne foi des débiteurs. La jurisprudence accorde sur le fondement de l'article 1244-1 du Code civil des délais de grâce au débiteur de bonne foi. Les juges peuvent accorder des délais de paiement au locataire, même lorsque le bailleur est soumis aux règles de la comptabilité publique ¹⁶ .

■ La loi sur le surendettement réserve aussi un bénéfice de mesures au débiteur de bonne foi. Ce débiteur doit avoir soumis à la commission tous les éléments actifs et passifs de sa situation, il s'agit ici d'une bonne foi procédurale. Ainsi qu'il doit prouver que son état de surendettement ne provient pas d'un comportement de mauvaise foi, il doit alors prouver sa bonne foi contractuelle.

4°) Loyauté et article 1178 du Code civil

■ Le Code civil prévoit dans le devoir de loyauté un article 1178. Cet article est relatif à la condition. Il s'agit d'un événement futur et

¹⁵ CA Paris, 22 juin 2001, D. 2002.843 note C. COULON

¹⁶ Cass., avis, 29 juin 2001, *Bull. civ. n°4* ; *R.*, p. 586.

incertain dont dépend l'existence même de l'obligation. L'article 1178 du Code civil prévoit la possibilité de sanctionner le comportement du débiteur tentant d'empêcher la survenance de l'événement en réputant la condition accomplie. Ce texte complète l'article 1174 prohibant la condition potestative.

Cet impératif de loyauté est tellement important que la jurisprudence en fait une application extensive. L'article 1178 du Code civil vise seulement l'hypothèse où le débiteur empêche la réalisation d'une condition suspensive. Mais il se peut que aussi que le débiteur provoque fautivement la réalisation d'une condition résolutoire.

C. Les sanctions

1°) La restitution des fruits par le possesseur de mauvaise foi

■ Lorsque les causes de nullité sont réunies, le juge prononce l'annulation du contrat. L'annulation produit la disparition rétroactive du contrat. Souvent, entre la conclusion et l'annulation de la convention, la chose objet du contrat a produit des fruits.

La question se posant est de savoir si les fruits sont restitués à la personne qui avait la possession de la chose.

L'article 549 du Code civil permet de répondre au problème.

Lorsque le possesseur est de bonne foi, qu'il ignore les vices de la convention, celui-ci peut conserver les fruits.

■ Mais si au contraire le possesseur était de mauvaise foi, c'est-à-dire qu'il était conscient des vices que contenait le contrat, il devra restituer les fruits qu'il aura perçus.

Cette règle s'applique également lorsque l'accipiens de mauvaise foi doit restituer une somme d'argent. Il doit, en plus de cette somme, restituer les intérêts.

2°) Loyauté et droits nés du contrat

■ Par la mauvaise foi, le contractant coupable se voit dans l'impossibilité de réclamer les droits nés du contrat.

Il ne peut invoquer le droit à l'exécution, des dommages-intérêts ainsi que la résolution du contrat.


3°) Dol du débiteur

■ Selon l'article 1134 alinéa 3 du Code civil, les conventions doivent être exécutées de bonne foi. Le dommage causé de façon intentionnelle par le débiteur doit être réparé par lui dans sa totalité. Cette réparation concerne tant le dommage prévisible que le dommage imprévisible. Intervient alors l'article 1151 du Code civil qui permet au juge de réparer les dommages qu'aura provoqué le débiteur de par son dol. C'est la sanction de sa mauvaise foi.

4°) Exclusion des clauses limitatives ou exonératoires de responsabilité

■ Si le débiteur se rend coupable d'une faute dolosive, les juges ne mettent pas en œuvre les clauses limitatives ou exonératoire de responsabilité (Civ. 1^{ère}, 4 février 1969).

La solution semble de portée générale puisque la Cour de cassation l'applique à toute limitation de responsabilité, même d'origine légale.



Bibliographie

- ANCEL, *RTD civ.* 1999.771 (force obligatoire et contenu obligationnel du contrat)
- ANSELME – MARTIN, *Petites affiches*, janv. 1997, n° 10, p. 17 (Devoir d'exécuter les conventions de bonne foi)
- S. DARMAISIN, *Le contrat moral* (contribution à l'étude de la règle morale dans les obligations civiles), préf. B. Teyssié, thèse Paris II, éd. 2000, n°233, p. 157
- R. DEMOGUE, *Traité des obligations en général*
- DESGORCES, *La bonne foi dans le droit des contrats : rôle actuel et perspectives*, thèse multigr., Paris II, 1992
- LE NABASQUE, *RTD com.* 1999. 273 (devoir de loyauté en droit des sociétés)
- D. MAZEAUD, Mélanges Terré, *Dalloz/PUF/Litec*, 1999, p. 603 (loyauté, solidarité, fraternité : la nouvelle devise contractuelle ?)
- Y. PICOD, *Le devoir de loyauté dans l'exécution du contrat*, thèse Dijon, éd. 1989
- REVET, Mélanges Cabrillac, *Litec*, 1999, p. 227 (clause légale)
- A. SERIAUX, *Les obligations*, n°55
- WILLMANN, *JCP E* 1999. 900 (bonne foi contractuelle et convictions religieuses)